

Cabinet Laurent FAVET

4, Avenue Doyen Louis Weil

BP 51544

38025 Grenoble

Téléphone : 04 38 12 07 90 – Fax : 04 38 49 59 06

Palais : B113

Mail : avocat.favet@carler-france.com

AFFAIRE / MMA / VOSSIER 19061 - LFA/CJA

Tribunal Judiciaire de GRENOBLE

RG n°21/01742

Audience de référé : 13 octobre 2021

CONCLUSIONS EN DEFENSE

POUR :

MMA IARD Assurances Mutuelles (MMA), société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, immatriculée au RCS de Le MANS sous le n° 775 652 126, dont le siège le siège social est 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS 72030 CEDEX 9, prise en qualité d'assureur de la responsabilité décennale des sociétés BVB et RCE.

La **SELARL Cabinet Laurent FAVET**, du Barreau de GRENOBLE.

CONTRE :

1/ La Compagnie AVIVA ASSURANCES, SA, inscrite au RCS de NANTERRE sous le no 306 522 665, dont le siège social est sis 13 rue du Moulin Bailly 92 270 Bois-Colombes, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

SCP GUIDETTI - BOZZARELLI - LE MAT,

2/ Monsieur Éric MARTO NARA, Entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 531 498293, ayant domicilié son siège social sis 4 Lot Le Bas du Pavé à LA MURETTE (38140),

3/ La Société METAL OUVRAGE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous Je numéro 538 912 536, dont le siège social se trouve 88 Rue des Taillées à SAINT-MARTIN- D'HERES (38400), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège

4/ La Société MARSAP, SA RL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 842 404 006, dont le siège social se trouve 252 Chemin de la Rochette à VIZJLL E (38220), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège

5/ Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRIE), entrepreneur individuel immatriculé au RCS de GRENOBLE sous le numéro 422 992 883, ayant domicilié son siège social sis 10 Rue des Colibris à GRENOBLE (38100),

6/ La Société ALKA, SARL au capital de 10 8 0 0.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro 442 831 152, dont le siège social se trouve 544 Rue de la Béalière ACTI POLE à VEUREY-VOROIZE (3811 3), prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

7/ La Société MSC PLOMBERIE, SARL au capital de 1000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 813 767 944, dont le siège social se trouve 416, Chemin du Petit Lumbin à LUMBIN (38660). Prise en la personne de son gérant en exercice domicilié en cette qualité audit siège,

8/ La Compagnie MAAF ASSURANCES, SA au capital de 160.000.000 €, inscrite au RCS de NIORT sous le n° 542 073 580, dont le siège social se trouve Chaban, 79180 CHAUNAY, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés au dit siège, *Recherchée es-qualité d'assureur des Sociétés METAL OUVRAGE, MARSAP, de Monsieur Marcel MOUSSIESSIE (2MRJE), des sociétés ALKA et MSC PLOMBERIE*,

9/ La Société KAMETANCHE, établissement secondaire de l'Entreprise DJERADI KAMEL, situé 46 Avenue du Bataillon Cannagnole à SA INT-MARTIN-D'HERES (38400), prise en la personne de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège,

10/ la Société ACASTA EUROPEN INSURANCE, représentée par son mandataire la Société AXRE INSURANCE, inscrite au RCS de PARIS sous le n° 814 094 181, dont le siège social se trouve RD 191, Zone des Beurrons, 78680 EPONE, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège, *recherchée es-qualité d'assureur de la Société KAMETANCHE et de la Société A RENOV (société liquidée)*,

11/ La Société ISOLER CLOISONNER ET AMENAGER (I.C.A.), SARL immatriculée au RCS de VJENNE sous le numéro B 791 886 682, dont le siège social se trouve 379 Rue du Lac à NIVOLAS-VERMELLE (38300),

12/ La société L'AUXILIAIRE, SA régie par le Code des Assurances, inscrite au RCS de LYON sous le n° 775 649 056, dont le siège social se trouve 50 cours Franklin Roosevelt, 69006 LYON, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice domiciliés en cette qualité audit siège.

Maitre Roselyne CHATELOVE

13/ La Société OZ, Société inscrite au RCS sous le n°440 53 1 089, dont le siège social se trouve 44 Rue Sadi Carnot, 38140 RIVES SUR FURE,

14/ La Compagnie GROUPAMA RHONE ALPES AUVERGNE, entreprise régie par le Co de des Assurances, dont le siège est 50 rue de Saint Cyr 69251 LYON CEDEX 09, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, Recherchée ès- qualité d'assureur de la Société OZ,

En présence de :

1/ La Société BVB - TRAVAUX PUBLICS, SARL au capital de 6000.00 €, immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 521 302 919, dont le siège social se trouve 160, Promenade de la Lavée Les Peillets à VAULNAVEYS-LE-BAS (38410), prise en la personne de son gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège,

2/ La Société RCE, SAS au capital de 1000.00 €, inscrite au RCS de GRENOBLE sous le numéro 822 660 601, dont le siège social se trouve 247 Chemin des Guichards à VALUNAVEYS-LE-HAUT (38410), prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège.

PLAISE A MADAME OU MONSIEUR LE PRESIDENT DU TRIBUNAL

FAITS ET PROCEDURES

Madame VOSSIER et Monsieur NOBILI sont propriétaires d'une maison d'habitation située 162 Chemin des Cochettes à VENON (38610).

Ces derniers ont pris la décision de confier les travaux de rénovation de leur maison d'habitation à la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE par contrat du 1^{er} mars 2017.

Le chantier aurait été divisé en 14 lots qui ont chacun fait l'objet d'un procès-verbal de réception en date du 5 septembre 2018.

Des réserves ont été émises sur chacun des lots sans que ces dernières ne soient à priori levées.

Eu égard à ces difficultés, les maitres d'ouvrage ont mis en demeure la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE par lettre recommandée avec accusé de réception en datedu 10 décembre 2018.

Sans réaction de cette dernière, les maitres d'ouvrage ont pris la décision d'assigner la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE et la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES prise en sa qualité d'assureur de la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE devant Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE afin de voir ordonner une mesure d'expertise judiciaire ainsi que voir condamner la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE à intervenir chez Madame VOSSIER et Monsieur NOBILI aux fins de mettre en conformité l'escalier et ce sous astreinte.

Par ordonnance en date du 22 mai 2019, la juridiction des référés a condamné la CONSTRUCTION G. MONTEFORTE à intervenir chez les maitres d'ouvrage pour mettre en conformité l'escalier et ce sous astreinte de 250 € par jour de retard à compter du 15^{ème} jour suivant la notification de l'ordonnance et a ordonné une mesure d'expertise judiciaire confiée à Monsieur Jean-François BENOIT.

Par acte du 26 juillet 2019, la compagnie MUTUELLES DU MANS ASSURANCES a appelé en cause la compagnie AVIVA ASSURANCES en sa qualité d'assureur de la société SARL CONSTRUCTION G. MONTEFORTE, aux fin s de lui voir étendre les opérations d'expertise confiées à Monsieur BENOIT, demandes auxquelles il a été fait droit par ordonnance de référé du 11 septembre 2019.

Les opérations d'expertise de Monsieur BENOIT sont toujours en cours.

Et c'est en cet état que par acte du 14 septembre 2021, la compagnie AVIVA ASSURANCES a appelé en cause à son tour, les différents sous-traitants de son assurée, la société CONSTRUCTION G. MONTEFORTE ainsi que leurs assureurs et notamment les sociétés BVB-TRAVAUX PUBLICS et RCE ainsi que leur assureur commun la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES aux fins de leur voir déclarer communes et opposables les opérations d'expertise confiées à Monsieur

BENOIT.

C'est en cet état que cette affaire se présente devant le Juge des Référés

DISCUSSION

Il sera donné acte à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES prise en sa qualité d'assureur des sociétés BVP TRAVAUX PUBLICS et RCE de ce qu'elle ne s'oppose pas sous les plus expresses réserves tant s'agissant de la mobilisation de ses garanties que la responsabilité de ses assurées à ce que la mission d'expertise confiée à Monsieur BENOIT lui soit déclarée commune et opposable.

PAR CES MOTIFS

*Vu l'article 145 du Code de Procédure
Civile,*

DONNER acte à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES de ce qu'elle ne s'oppose pas sous les plus expresses protestations et réserves notamment s'agissant de la mobilisation de ses garanties et la responsabilité de ses assurées à ce que la mission d'expertise confiée à Monsieur BENOIT aux termes des ordonnances de référé des 22 mai 2019 et 11 septembre 2019 lui soit déclarée commune et opposable.

CONDAMNER la compagnie AVIVA ASSURANCES aux entiers dépens

SOUS TOUTES RESERVES